

**ASSEMBLÉE
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE**

Commission des institutions,
des affaires internationales et européennes,
et des relations avec les communes

Papeete, le **27 JUIN 2022**

N° 77-2022

**Document mis
en distribution**

Le 27 JUIN 2022

RAPPORT

relatif à une proposition d'acte de délégation de l'assemblée de la Polynésie française à la commission permanente,

présenté au nom de la commission des institutions, des affaires internationales et européennes et des relations avec les communes,

par Monsieur le représentant Philip SCHYLE

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs les représentants,

L'article 127 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française prévoit qu'entre les sessions, la commission permanente règle par ses délibérations les affaires qui lui sont renvoyées par l'assemblée.

La proposition d'acte de délégation ci-jointe propose donc de fixer les différentes habilitations que l'assemblée de la Polynésie française prévoit d'accorder à la commission permanente durant l'intersession.

Examinée en commission le 27 juin 2022, la proposition d'acte de délégation de l'assemblée de la Polynésie française à la commission permanente a recueilli un vote favorable unanime des membres de la commission.

En conséquence, la commission des institutions, des affaires internationales et européennes et des relations avec les communes propose à l'assemblée de la Polynésie française d'adopter la proposition d'acte de délégation ci-jointe.

LE RAPPORTEUR

Philip SCHYLE

ASSEMBLÉE
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE

ACTE DE DÉLÉGATION N° DP/APF
DU

L'ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la proposition d'acte de délégation enregistrée au secrétariat général de l'assemblée de la Polynésie française sous le n° 5566 du 21 juin 2022 ;

Vu la lettre n° /2022/APF/SG du portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° du de la commission des institutions, des affaires internationales et européennes et des relations avec les communes ;

Dans sa séance du

A D O P T E :

Article 1^{er}.- La commission permanente est habilitée, durant l'intersession, à délibérer sur les affaires qui figurent en annexe au présent acte de délégation.

Article 2.- La commission permanente est habilitée, durant la même période, à émettre des avis sur les textes pour lesquels la consultation de l'assemblée de la Polynésie française par l'État est prévue, sauf lorsqu'est en cause la définition du statut de la Polynésie française prévue par l'article 74 de la Constitution.

Article 3.- Le Président de l'assemblée de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent acte de délégation qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,

Le Président,

Béatrice LUCAS

Gaston TONG SANG

ANNEXE

LISTE DES AFFAIRES RENVOYÉES À LA COMMISSION PERMANENTE

Demande d'avis

1. Demande d'avis sur un projet d'ordonnance relatif au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics
(Lettre n° 80/DIRAJ du 4-2-2022)
2. Demande d'avis sur une saisine rectificative au projet de loi d'orientation et de programmation du ministère de l'intérieur (LOPMI)
(Lettres n° 114/DIRAJ du 18-2-2022 et n° 126/DIRAJ du 22-2-2022)
3. Demande d'avis sur un projet de loi autorisant la ratification de la Convention du Conseil de l'Europe sur la manipulation de compétitions sportives
(Lettre n° 115/DIRAJ du 18-2-2022)
4. Demande d'avis sur un projet d'ordonnance relatif à l'adaptation du code minier aux départements d'outre-mer et aux Terres australes et antarctiques françaises
(Lettre n° 153/DIRAJ du 28-2-2022)
5. Demande d'avis sur un projet de loi autorisant la ratification du traité entre la République française et la République italienne pour une coopération bilatérale renforcée
(Lettre n° 367/DIRAJ du 10-5-2022)
6. Demande d'avis sur un projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2021-1747 du 22 décembre 2021 portant suppression de la carte des formations supérieures, mettant en cohérence et abrogeant diverses dispositions relatives à la recherche et à l'enseignement supérieur et étendant certaines dispositions relatives aux mêmes domaines à Wallis-et-Futuna, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie et adaptant les dispositions relatives au séjour de recherche dans ces collectivités
(Lettre n° 417/DIRAJ du 16-5-2022)

Projets de délibération

7. Projets de délibération portant approbation des comptes financiers des établissements publics de la Polynésie française
8. Projet de délibération portant approbation du compte administratif de l'exercice 2021 du Conseil économique, social, environnemental et culturel et affectation de son résultat
9. Projet de délibération portant approbation du compte financier 2020 du Collège de Mataura - Tubuai et portant affectation de son résultat
(Lettre n° 889/PR du 7-2-2022)
10. Projet de délibération portant approbation du compte financier de l'exercice 2021 de l'Institut de la Jeunesse et des Sports de la Polynésie française et affectation de son résultat
(Lettre n° 2548/PR du 12-4-2022)
11. Projet de délibération portant approbation du projet d'avenant n° 1 à la convention triennale de coopération entre la Polynésie française et l'Autorité de sûreté nucléaire
(Lettre n° 2762/PR du 22-4-2022)

12. Projet de délibération relative au régime applicable aux fonctionnaires de l'assemblée de la Polynésie française et aux fonctionnaires des communes de la Polynésie française en position de détachement auprès de la Polynésie française et de ses établissements publics à caractère administratif
(Lettre n° 2905/PR du 28-4-2022)
13. Projet de délibération portant approbation du projet d'avenant n° 2 au Contrat de redynamisation des sites de défense de Polynésie française
(Lettre n° 3305/PR du 12-5-2022)
14. Projet de délibération portant approbation du compte financier de l'exercice 2021 de l'Institut d'insertion médico-éducatif et affectation de son résultat
(Lettre n° 3582/PR du 20-5-2022)
15. Projet de délibération relative à la demande de reconnaissance par l'État du titre à finalité professionnelle d'« Agent de Maintenance en Marine de Plaisance (AMMP) » préparé en Polynésie française et délivré par le Ministre en charge de la formation professionnelle
(Lettre n° 3769/PR du 27-5-2022)
16. Projet de délibération relative à la demande de reconnaissance par l'État du titre à finalité professionnelle d'« Agent de Service Médico-Social (ASMS) » préparé en Polynésie française et délivré par le Ministre en charge de la formation professionnelle
(Lettre n° 3770/PR du 27-5-2022)
17. Projet de délibération relative à la demande de reconnaissance par l'État du titre à finalité professionnelle d'« Agent Magasinier (AM) » préparé en Polynésie française et délivré par le Ministre en charge de la formation professionnelle
(Lettre n° 3771/PR du 27-5-2022)
18. Projet de délibération relative à la demande de reconnaissance par l'État du titre à finalité professionnelle d'« Assistant chef de chantier gros-œuvre (ACCGO) » préparé en Polynésie française et délivré par le Ministre en charge de la formation professionnelle
(Lettre n° 3772/PR du 27-5-2022)
19. Projet de délibération relative à la demande de reconnaissance par l'État du titre à finalité professionnelle de « Chef d'équipe aménagement-finitions (CEAF) » préparé en Polynésie française et délivré par le Ministre en charge de la formation professionnelle
(Lettre n° 3773/PR du 27-5-2022)
20. Projet de délibération relative à la demande de reconnaissance par l'État du titre à finalité professionnelle de « Chef d'équipe gros-œuvre (CEGO) » préparé en Polynésie française et délivré par le Ministre en charge de la formation professionnelle
(Lettre n° 3774/PR du 27-5-2022)
21. Projet de délibération relative à la demande de reconnaissance par l'État du titre à finalité professionnelle de « Conducteur de travaux du Bâtiment et du Génie Civil (CDTBGC) » préparé en Polynésie française et délivré par le Ministre en charge de la formation professionnelle
(Lettre n° 3775/PR du 27-5-2022)
22. Projet de délibération relative à la demande de reconnaissance par l'État du titre à finalité professionnelle de « Cuisinier (CUI) » préparé en Polynésie française et délivré par le Ministre en charge de la formation professionnelle
(Lettre n° 3776/PR du 27-5-2022)
23. Projet de délibération relative à la demande de reconnaissance par l'État du titre à finalité professionnelle d'« Employé(e) d'étage en hôtellerie (EEH) » préparé en Polynésie française et délivré par le Ministre en charge de la formation professionnelle
(Lettre n° 3777/PR du 27-5-2022)

24. Projet de délibération relative à la demande de reconnaissance par l'État du titre à finalité professionnelle de « Guide accompagnateur touristique (GAT) » préparé en Polynésie française et délivré par le Ministre en charge de la formation professionnelle
(Lettre n° 3778/PR du 27-5-2022)
25. Projet de délibération relative à la demande de reconnaissance par l'État du titre à finalité professionnelle de « Manager d'unité marchande (MUM) » préparé en Polynésie française et délivré par le Ministre en charge de la formation professionnelle
(Lettre n° 3779/PR du 27-5-2022)
26. Projet de délibération relative à la demande de reconnaissance par l'État du titre à finalité professionnelle de « Mécanicien Réparateur en Marine de Plaisance (MRMP) » préparé en Polynésie française et délivré par le Ministre en charge de la formation professionnelle
(Lettre n° 3780/PR du 27-5-2022)
27. Projet de délibération relative à la demande de reconnaissance par l'État du titre à finalité professionnelle de « Monteur dépanneur en climatisation (MDC) » préparé en Polynésie française et délivré par le Ministre en charge de la formation professionnelle
(Lettre n° 3781/PR du 27-5-2022)
28. Projet de délibération relative à la demande de reconnaissance par l'État du titre à finalité professionnelle de « Réceptionniste en hôtellerie (RH) » préparé en Polynésie française et délivré par le Ministre en charge de la formation professionnelle
(Lettre n° 3782/PR du 27-5-2022)
29. Projet de délibération relative à la demande de reconnaissance par l'État du titre à finalité professionnelle de « Serveur(se) en Restauration (SER) » préparé en Polynésie française et délivré par le Ministre en charge de la formation professionnelle
(Lettre n° 3783/PR du 27-5-2022)
30. Projet de délibération relative à la demande de reconnaissance par l'État du titre à finalité professionnelle de « Technicien Supérieur Systèmes et Réseaux (TSSR) » préparé en Polynésie française et délivré par le Ministre en charge de la formation professionnelle
(Lettre n° 3784/PR du 27-5-2022)
31. Projet de délibération portant approbation du compte financier de l'exercice 2021 de l'établissement public administratif dénommé « Fare Tama Hau » et affectation de son résultat
(Lettre n° 3887/PR du 2-6-2022)
32. Projet de délibération portant approbation du compte financier de l'exercice 2021 du Conservatoire artistique de la Polynésie française et affectation de son résultat
(Lettre n° 3909/PR du 2-6-2022)
33. Projet de délibération portant modification de la délibération n° 2001-200 APF du 4 décembre 2001 modifiée portant code de procédure civile de la Polynésie française
(Lettre n° 4261/PR du 16-6-2022)
34. Projet de délibération portant modification de la délibération n° 97-153 APF du 13 août 1997 modifiée, portant attribution d'une indemnité de sujétions spéciales à certains personnels de l'administration de la Polynésie française, des autorités administratives indépendantes et des établissements publics de la Polynésie française
(Lettre n° 4310/PR du 17-6-2022)
35. Projet de délibération portant modification de la délibération n° 99-86 APF du 20 mai 1999 modifiée relative à la maîtrise du conventionnement des infirmiers libéraux
(Lettre n° 4463/PR du 23-6-2022)

36. Projet de délibération portant modification de la délibération n° 96-137 APF du 21 novembre 1996 modifiée, portant organisation des gardes et astreintes du cadre d'emplois des praticiens hospitaliers de la fonction publique de la Polynésie française
(Lettre n° 4495/PR du 24-6-2022)
37. Projet de délibération portant approbation du compte financier de l'exercice 2021 de l'établissement public « Vanille de Tahiti » et affectation de son résultat
(Lettre n° 4496/PR du 24-6-2022)

Proposition de délibération

38. Proposition de délibération portant sur la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire en Polynésie française
(APF 3580 du 26-4-2022)